



Ils ne comprennent rien à la dette

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1128 - février 2012 -

Date de mise en ligne : lundi 12 mars 2012

Date de parution : février 2012

Description :

Paul Krugman, économiste "Nobel" américain, dénonce l'erreur qui consiste à croire que la dette d'un état doit être remboursée comme celle d'un père de famille. J-P Mon résume l'essentiel de son article dans le New-York Times.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le 6 août 2011, l'agence Standard and Poor's dégradait la note AAA de la dette publique américaine. Le 13 janvier 2012 c'était au tour de la France (et de neuf autres pays européens) de subir cette "humiliation". Depuis lors, Outre Atlantique comme ici, le chœur des pleureuses de tous bords nous annonce la punition que nous méritons parce que nous avons trop dépensé. Bien que les États-Unis aient, à la différence de l'UE, une Banque centrale (la FED) qui fait marcher la planche à billets quand le gouvernement le lui demande, les Républicains et autres conservateurs ont fait de la dette souveraine américaine leur cheval de bataille contre Obama. Dans un article publié le 2 janvier dans le New York Times, et que Jean-Pierre Mon traduit ici, Paul Krugman, "prix Nobel" d'économie en 2008 et Professeur d'économie à l'Université de Princeton, explique qu'on se trompe de problème en se focalisant sur la dette publique :



En 2011 comme en 2010, les États-Unis ont profité d'une reprise technique, mais ont continué à souffrir d'un chômage désastreusement élevé. Et pratiquement, comme en 2010, tout au long de l'année 2011 presque toutes les conversations à Washington ont tourné autour du problème prétendument urgent de la réduction du déficit public.

<dl class='spip_document_1053 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;*>

Paul Krugman

Cette focalisation sur la dette en dit long sur notre culture politique, particulièrement sur la façon dont le Congrès est déconnecté des souffrances des Américains ordinaires. Mais elle est aussi révélatrice du fait que lorsque les gens de Washington parlent de déficits et de dette, ils n'ont généralement aucune idée de ce dont ils parlent. Et ceux qui en parlent le plus sont ceux qui y comprennent le moins. Il est manifestement évident que les "experts" en économie dont s'entourent de nombreux membres du Congrès se sont trompés à répétition sur les effets à court terme des déficits. Depuis que le Président Obama est entré en fonction, ceux qui vont chercher les sources de leurs analyses économiques chez leurs collègues de la Fondation Héritage [1] ont toujours espéré que les déficits budgétaires feraient monter les taux d'intérêt, le jour où l'on s'y attendra le moins ! Et pendant qu'ils attendaient, ces taux sont tombés à des niveaux historiquement bas. Vous pourriez imaginer que cela aurait dû faire réfléchir les politiciens sur le choix de leurs experts. (C'est ce que vous auriez pensé si vous ignoriez tout de notre politique "post moderne" coupée des réalités). Mais les gens de Washington se trompent non seulement sur le court terme, mais aussi sur le long terme. En effet, bien que la dette puisse constituer un problème, la façon dont nos hommes politiques et nos pontifes la conçoivent est totalement fautive et exagère sa gravité. Ceux qui s'inquiètent du déficit imaginent un futur dans lequel nous serions appauvris par la nécessité de rembourser l'argent que nous avons emprunté. Ils considèrent l'Amérique comme une famille qui a souscrit un emprunt trop important et qui aura beaucoup de mal à payer ses mensualités. C'est une très mauvaise comparaison, pour, au moins, deux raisons :

Ils ne comprennent rien à la dette

" Tout d'abord parce que les familles doivent rembourser leurs dettes mais pas les gouvernements, car la seule chose qu'ils aient à faire est de s'assurer que la dette augmente plus lentement que les rentrées fiscales. C'est ainsi que la dette de la seconde guerre mondiale n'a jamais été remboursée parce que cela devenait un non sens au fur et à mesure que l'économie croissait et avec elle, les rentrées fiscales.

" Ensuite, et c'est là un point que tout le monde semble ignorer, une famille surendettée doit de l'argent à quelqu'un, alors que la dette américaine est, dans une large mesure, de l'argent que nous nous devons à nous-mêmes. C'était le cas de la dette contractée pour financer la seconde guerre mondiale (dette qui était significativement plus élevée, en pourcentage du PIB, que la dette actuelle) : cette dette était détenue par les contribuables et les citoyens qui avaient acheté des bons d'épargne.



C'est pourquoi cette dette n'a pas appauvri l'Amérique d'après guerre. Elle n'a notamment pas empêché la génération d'après-guerre de bénéficier de la plus forte augmentation de revenus et de niveau de vie de toute l'histoire de la nation.

Mais, demandez vous, la période que nous vivons n'est-elle pas différente ? â€” Pas autant que vous le croyez.

C'est vrai que des étrangers détiennent aujourd'hui de nombreuses créances sur les États-Unis, dont une grande part de dette souveraine. Mais chaque dollar des créances étrangères investies en Amérique ne vaut que 89 cents d'un dollar des États-Unis investi dans des pays étrangers. Et comme les étrangers investissent dans des actifs sûrs mais de faible rendement, les États-Unis gagnent en fait plus grâce à leurs actifs à l'étranger que ce qu'ils payent aux investisseurs étrangers. Si l'image que vous vous faites des États-Unis est celle d'une nation qui est déjà fortement criblée de dettes auprès de la Chine, c'est que vous êtes mal informé, nous sommes loin d'être dans cette situation.

Bien que la dette fédérale n'hypothèque pas le futur de l'Amérique, cela ne signifie quand même pas qu'elle soit inoffensive. Il faut en effet lever des impôts pour en payer les intérêts et il n'est pas nécessaire d'être un idéologue de droite pour penser que les impôts pèsent sur l'économie, mais c'est uniquement parce qu'ils ne sont pas investis dans des activités productrices par la fraude et l'évasion fiscale. Quoi qu'il en soit, ces coûts sont bien moins dramatiques que ce que suggère l'analogie avec une famille surendettée.

Ainsi, des nations ayant eu des gouvernements stables et responsables, c'est-à-dire des gouvernements qui augmentent un peu les impôts lorsque la situation le justifie, ont été capables de vivre avec des niveaux de dettes beaucoup plus élevés que ceux que la "sagesse" conventionnelle voudrait nous faire redouter aujourd'hui. Lors des 170 dernières années, la Grande-Bretagne a eu, pendant 81 ans, une dette dépassant les 100% de son PIB, et lorsque Keynes écrivait qu'il était nécessaire de dépenser pour sortir de la dépression, la Grande-Bretagne était plus

Ils ne comprennent rien à la dette

endettée qu'aucune autre nation développée ne l'est aujourd'hui, à l'exception du Japon.

Bien sûr, l'Amérique, avec son mouvement conservateur fanatiquement anti-impôts ne peut avoir un gouvernement responsable, dans ce sens là. Mais ça, ce n'est pas la faute de la dette, c'est la nôtre.

Oui, la dette est un problème important. Mais aujourd'hui, il y a des choses encore plus préoccupantes : nous avons besoin de plus, et non de moins, de dépenses publiques pour nous sortir du piège du chômage. Mais hélas, l'obsession perverse, mal documentée, de la dette, nous barre la bonne route.

[1] La Fondation Heritage est un des plus importants think tank conservateur américain. Fondé en 1973, par le milliardaire Joseph Coors, il est basé à Washington. Il reçoit un important support financier du magnat de la presse Richard Mellon Scaife. Dans les années 1980 la fondation fut un des architectes et des soutiens les plus importants de la doctrine Reagan qui préconisait le support des mouvements anticommunistes en Afghanistan, en Angola, au Cambodge ou au Nicaragua. En partenariat avec le Wall Street Journal, la Fondation Heritage publie annuellement l'Index of Economic Freedom qui mesure la liberté d'un pays au respect du droit de propriété et au niveau de régulation étatique...